

# Chambre des Représentants.

SESSION DE 1885-1886.

COMMISSION DES PÉTITIONS DU MOIS DE JANVIER.

FEUILLETON AU 10 FÉVRIER 1886.

## PÉTITIONS SUR LESQUELLES LA COMMISSION A STATUÉ.

- | Numéros<br>du<br>feuilleton. | Numéros<br>du registre des<br>pétitions. |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|------------------------------|------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1.                           | 2067.                                    | Par pétition datée de Courtrai, le 12 décembre 1885,<br><br>Les président et secrétaire de l' « Union commerciale, industrielle et agricole de l'arrondissement judiciaire de Courtrai » demandent que les huissiers soient tenus, sous peine de dommages-intérêts, d'informer immédiatement le tireur du non-payement de sa traite.<br><br><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i> |
| 2.                           | 2068.                                    | Par pétition datée de Lize, le 25 décembre 1885,<br>Le sieur Delong, à Lize, réclame contre un jugement rendu à sa charge, par le juge de paix de Seraing.<br><br><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i>                                                                                                                                                                           |
| 3.                           | 2069.<br>2174.<br>2193.<br>2194.         | Par pétition datée de Ghoy, le 18 décembre 1885,<br>Le conseil communal de Ghoy demande la suppression du fonds commun créé par la loi du 14 mars 1876.<br>Même demande des conseils communaux d'Ophoven, Pâturages, Piétrebais, Zele, Adeghem, Dour ; du sieur Marchand, à Biercée.<br><br><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.</i>                   |

Numéros du feuillet.	Numéros du registre des pétitions.
4.	2070.

Par pétition datée d'Ostende, le 26 décembre 1885,

Les président et secrétaire de l' « Association commerciale, maritime et industrielle de l'arrondissement d'Ostende » demandent l'établissement d'un chemin de fer à grande section d'Ardoye à Menin, par Roulers.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.*

5. 2071.

Par pétition datée de Bastogne, le 30 décembre 1885,

Le sieur Lemoine, ancien instituteur, à Bastogne, demande une augmentation de pension.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

6. 2072.

Par pétition datée de Verviers, le 27 décembre 1885,

Des habitants de Verviers prient la Chambre d'augmenter le nombre de notaires dans le canton de Verviers.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

7. 2073.

Par pétition datée de Wiers,

Le sieur Beuwsart, à Wiers, demande à être dédommagé de la perte qu'il a subie par suite des agissements du receveur des contributions de cette localité.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

8. 2074.

Par pétition datée d'Anvers, le 27 décembre 1885,

Le sieur Royer, à Anvers, prie la Chambre d'autoriser les travaux nécessaires à la fertilisation de la Campine anversoise.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.*

9. 2077.

Par pétition datée de Lokeren, en décembre 1885,

2163.

Des habitants de Lokeren demandent que le

2191.

« Moniteur » paraisse dans les deux langues et que la

2192.

partie non officielle soit supprimée.

Même demande de membres de la Société « Met tijd

Numéros  
du  
feuilleton.

Numéros  
du registre des  
pétitions.

en vlijt », à Louvain; de membres des comités de la « Letterkundige Maatschappij de Vriendschap », à Roulers, de la Société des étudiants flamands « Onze Taal », à Liège et d'habitants de Tamise.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

10. 2079. Par pétition datée de Petigny, le 28 décembre 1885,  
Des habitants de Petigny demandent la réduction des pensions civiles.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

11. 2081. Par pétition datée de Boignée, le 1<sup>er</sup> janvier 1886,  
Des habitants de Boignée prient la Chambre d'accorder aux conseils communaux le pouvoir d'autoriser ou d'interdire les combats de coqs.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

12. 2082. Par pétition datée de Mons, le 21 décembre 1885,  
Des habitants de Mons demandent l'annulation d'une décision du conseil communal de cette ville ordonnant la perception d'un droit d'abattage sur le bétail en général, et d'une taxe pour l'expertise des viandes provenant de l'extérieur.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

13. 2083. Par pétition datée de Huy, le 21 décembre 1885,  
2193. Le conseil communal de Huy demande l'établissement d'un chemin de fer direct de Bruxelles à Mayence.  
Même demande d'habitants d'Etterbeck.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.*

14. 2085. Par pétition datée de Namur, le 21 décembre 1885,  
Le sieur Blanke, à Namur, se plaint de ce qu'un trop grand nombre de pièces de deux centimes soient mises en circulation.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

15. 2086. Par pétition datée de Denderhaute, le 7 janvier 1886,

Le conseil communal de Denderhaute prie la Chambre de voter la proposition de loi déposée le

Numéros  
du  
feuilleton.

Numéros  
du registre des  
pétitions.

22 mai 1877 relative au traitement des secrétaires communaux.

Même demande des conseils communaux de Sint-Antelinckx, Baerdegem, Sarlardingem, Appelterre-Eyckem, Oultre, Smeerhebbe-Vloersegem, Euvelgem, Impe, Liefferingen.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

16. 2089. Par pétition datée de Bruges, le 22 décembre 1885,  
Le secrétaire de la Société « De Vrije Vlamingen », à Bruges, se plaint de ce que le manuel des instructions nouvelles, relatives à l'accise sur les bières, soit uniquement publié en français.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

17. 2090. Par pétition datée de Bruges, le 3 janvier 1886,  
Le secrétaire de la Société « De Vrije Vlamingen », à Bruges, demande que la Société qui serait éventuellement concessionnaire de la construction d'un chemin de fer de Menin à Ardoye soit tenue de se conformer aux dispositions de la loi du 22 mai 1878 relatives à l'emploi des deux langues.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics et à M. le Ministre des Finances.*

18. 2092. Par pétition datée d'Ardoye,  
2155. Des habitants d'Ardoye prient la Chambre d'accorder  
2172. la concession d'un chemin de fer à grande section de Menin à Ardoye par Roulers, à la Compagnie Hauwaert de Bruxelles.

Même demande de membres du conseil communal de Passchendaele; d'habitants de Pitthem, Thielt, Messines.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.*

19. 2093. Par pétition datée de Ciplly, le 4 janvier 1886,  
2161. Le conseil communal de Ciplly demande la revision  
2173. de l'article 47 de la Constitution.

Même demande des conseils communaux de Frame-

Numéros  
du  
bulletin.

Nuñéros  
du registre des  
pétitions.

ries, Forehies-la-Marche, Nimy et d'électeurs capaci-  
taires de Flémalle-Haute.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

20. 2094. Par pétition datée de Courtrai, le 28 décembre 1885,

Le conseil communal de Courtrai demande l'établis-  
sment d'un chemin de fer de Courtrai à Ypres,  
passant par Gulleghem, Moorseele, Ledeghem, Bece-  
laere et Gheluwelt.

Même demande des membres du comité de l'« Union  
commerciale, industrielle et agricole de Courtrai-  
Roulers ».

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture,  
de l'Industrie et des Travaux publics.*

21. 2098. Par pétition datée de Puers, le 9 janvier 1886,

Des habitants de Puers demandent l'abolition du  
tirage au sort et la création d'une armée de volon-  
taires.

Même demande d'habitants de Hingene.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre et  
à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction  
publique.*

22. 2099. Par pétition datée de Bruxelles, le 18 décembre 1885,  
2157. Le sieur Roy, capitaine de gendarmerie en retraite,

à Bruxelles, demande l'institution d'une pension spé-  
ciale pour les officiers de ce corps.

Même demande des sieurs Mathieu, à Reckheim,  
Ghislain, à Saint-Gilles, et Fabry, à Anvers.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*

23. 2102. Par pétition datée d'Avelghem,

2150. Le conseil communal d'Avelghem demande l'établis-  
2159. sement d'un chemin de fer d'Audenarde à Orroir.

2162. Même demande des conseils communaux de Dottig-  
2166. gnies, Autryve, Synghem, Celles, Leupeghem, Beveren  
2171. lez-Audenarde, Pecq, Estaimpuis; du conseil communal  
2196. et d'habitants de Kerkhove, Avelghem, Autryve,  
2210. Dottignies, Synghem, Celles, Leupeghem et Beveren  
lez-Audenarde; des conseils communaux d'Asper,  
Wacmaerde, Berchem lez-Audenarde, Bossuyt,



Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	------------------------------------------

le lieu dit : « Laïpon », comme emplacement définitif d'une halte.

Même demande d'habitants de Blanchorville, Assenois et Glaumont et de membres du conseil communal de Jéhonville.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.*

28.      2129.      Par pétition datée de Wolverthem, le 8 janvier 1886,  
Le sieur Van Erom, huissier à Wolverthem, se plaint de ce que le tribunal de première instance aurait abusivement taxé un état d'honoraires qui lui a été soumis.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

29.      2131.      Par pétition datée de Lokeren,  
Des habitants de Lokeren demandent la suppression d'une disposition de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 23 août 1884, relative aux électeurs capacitaires, et l'adoption d'un article additionnel à cette loi reproduisant l'article 15 abrogé des lois électorales coordonnées.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

30.      2137.      Par pétition datée de Moorseele, le 6 janvier 1886,  
Des membres du conseil communal et des habitants de Moorseele demandent l'établissement d'un chemin de fer à grande section de Menin à Ardoye, par Roulers et Moorseele.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics et à M. le Ministre des Finances.*

31.      2140.      Par pétition datée de Houthem, le 10 janvier 1886,  
Des préposés de douane, à Houthem, demandent que leurs enfants soient admis à bénéficier de l'enseignement gratuit.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

- | Numéros<br>du<br>feuilleton. | Numéros<br>du registre des<br>pétitions. |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|------------------------------|------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 32.                          | 2141.<br>2155.                           | Par pétition datée de Hondelange, le 10 janvier 1886,<br><br>Le bourgmestre de Hondelange prie la Chambre d'augmenter le traitement des gardes forestiers.<br>Même demande du bourgmestre de Toernich.<br><br>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre des Finances.</i>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| 33.                          | 2152.                                    | Par pétition datée de Verviers.<br><br>Des membres de l' « Union syndicale de Verviers » demandent l'organisation de la déconfiture.<br><br>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| 34.                          | 2156.                                    | Par pétition datée de Paris, le 14 janvier 1886,<br><br>La demoiselle Bauwens, petite-fille de Liévin Bauwens, à Paris, demande un emploi public ou un secours.<br><br>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique, et à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.</i>                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| 35.                          | 2158.                                    | Par pétition datée de Denderbelle, le 25 novembre 1885,<br><br>Le conseil communal de Denderbelle demande l'abrogation des dispositions de la loi du 14 mars 1876 relatives au fonds commun et la réduction du prix de la journée d'entretien dans les villes.<br><br>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i>                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| 36.                          | 2164.<br>2185.                           | Par pétition datée de Bruxelles, le 18 janvier 1886,<br><br>Le baron Snoy et le chevalier Powis de Tenbossche, conseillers provinciaux du canton de Vilvorde, présentent des pétitions d'habitants d'Eppeghem, Weerde, Elewyt, Sempst, Hofstade, Hombeck, Heffen et Leest, priant la Chambre de prendre les mesures nécessaires pour parer aux fréquentes inondations de la Senne.<br>Même demande du conseil communal et d'habitants d'Elewyt; de membres du conseil communal et d'habitants de Vilvorde.<br><br>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.</i> |

- | Numéros<br>du<br>feuilleton. | Numéros<br>du registre des<br>pétitions. |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|------------------------------|------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 37.                          | 2167.                                    | <p>Par pétition datée de Somerghem, le 18 janvier 1886,</p> <p>Le sieur Riems, à Somerghem, se plaint de la concurrence abusivement faite par le commissaire de police et le garde champêtre aux commerçants de cette localité.</p> <p><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.</i></p>                                                                                 |
| 38.                          | 2175.                                    | <p>Par pétition datée de Hal, le 20 janvier 1886,</p> <p>Le sieur Lennieau, ancien commis des postes, à Hal, demande itérativement sa réintégration dans ses fonctions ou sa mise à la pension.</p> <p><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.</i></p>                                                                                                                   |
| 39.                          | 2180.                                    | <p>Par pétition datée de Villers-le-Bouillet, le 21 janvier 1886,</p> <p>Le sieur Rogister, à Villers-le-Bouillet, se plaint d'être victime d'une erreur judiciaire.</p> <p><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i></p>                                                                                                                                                                          |
| 40.                          | 2181.                                    | <p>Par pétition datée de Molenbeek-Saint-Jean, le 22 janvier 1886,</p> <p>Les président et secrétaire de la « Ligue libérale et démocratique des électeurs capacitaires de Molenbeek-Saint-Jean » demandent la revision des articles 47 et 53 de la Constitution.</p> <p><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.</i></p>                                               |
| 41.                          | 2182.                                    | <p>Par pétition datée de Molenbeek-Saint-Jean,</p> <p>Les président et secrétaire de la « Ligue libérale et démocratique des électeurs capacitaires de Molenbeek-Saint-Jean » dénoncent comme une violation de la loi la décision prise par le Gouvernement de faire payer une patente aux capacitaires ayant droit au titre de contre-maitre.</p> <p><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Finances.</i></p> |
| 42.                          | 2197.                                    | <p>Par pétition datée d'Anvers, le 5 janvier 1886,</p> <p>Des employés de commerce, à Anvers, prient la</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	------------------------------------------

Chambre d'établir un droit de patente pour les employés de nationalité étrangère.

DÉCISION : *Ordre du jour.*

43.        2200.     Par pétition datée de Noirefontaine, le 24 janvier 1886,

Le sieur Couvert, ancien garde forestier, à Noirefontaine, demande l'annulation d'une décision du conseil communal de cette localité le révoquant de ses fonctions.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances et à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

44.        2202.     Par pétition datée de Hoeylaert, le 20 janvier 1886,

Le collège des bourgmestre et échevins de Hoeylaert demande le changement du nom de la station de Groenendael.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.*

45.        2203.     Par pétition datée de Molenbeek - Saint - Jean , le 21 janvier 1886,

Le sieur Beny, préposé des douanes, prie la Chambre d'améliorer la position du personnel inférieur de cette administration.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

46.        2204.     Par pétition datée de Machelen, le 27 janvier 1886,

Les administrations communales et des habitants de Dieghem, Haeren et Machelen demandent le rachat de la route concédée de Dieghem à Buda.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.*

47.        2208.     Par pétition datée de Moorsel, le 24 janvier 1886,

Le sieur Buggenhout, à Moorsel, se plaint de n'avoir obtenu pour son fils ni une bourse d'études à laquelle celui-ci aurait droit, ni la restitution des pièces fournies à l'appui de sa demande.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

Numéros  
du  
feuilleton.

Numéros  
du registre des  
pétitions.

48.

2216.

Par pétition datée de Louvain, le 26 janvier 1886,  
Des membres des comités des Sociétés d'étudiants  
« Antwerpse, West-vlaamsche, Oost-vlaamsche,  
Brabantsche et Limburgsche Gouwgilden » de l'uni-  
versité de Louvain demandent l'institution d'un cours  
de principes généraux de droit pénal et de procédure  
pénale en langue néerlandaise dans les universités  
de l'État.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et  
de l'Instruction publique.*

49.

2218.

Par pétition datée de Wasmès,  
Le sieur Fauviau, à Wasmès, réclame contre la vente  
publique de ses biens, par expropriation forcée, à  
laquelle on aurait abusivement procédé.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

